



Communiqué de presse intersyndicale du Rhône

Les organisations **CGT, FSU, Solidaires, CNT, CNT-SO, UNEF** du département du **Rhône** se sont réunies en intersyndicale le 8 janvier dans un contexte toujours plus marqué par la pandémie.

Pour faire face aux mesures gouvernementales qui aggravent les conséquences sanitaires, économiques et sociales de la crise sanitaire, elles ont décidé d'initier des rassemblements et manifestations durant la seconde quinzaine de janvier pour montrer que des alternatives existent de soutien à l'emploi, à la jeunesse et de lutte contre la précarité.

Comme souvent en tant de crise, les grandes entreprises bénéficient des largesses gouvernementales. Une fois de plus les dettes sont publiques et les profits privatisés.

Pour nous, toute aide publique doit être conditionnée au maintien et à la création d'emplois. L'Etat doit en outre interdire les plans sociaux des grands groupes. Les dividendes versés aux actionnaires en 2020 doivent être rétrocédés et redistribués. Les profits indécents accumulés des dernières années doivent alimenter de nouvelles politiques de lutte contre la pauvreté et la précarité.

Pour rappel, le plan de relance du gouvernement ne prévoit qu'un milliard (1% du plan) pour les minimas sociaux et l'aide aux précaires quand il en alloue plus de 20 milliards pour la réduction des impôts de production.

Nous soutenons au contraire qu'il faut réduire le temps de travail, redynamiser les services publics (la santé, l'éducation, le social, ...) en embauchant massivement, relever les minimas sociaux, garantir une sécurité sociale professionnelle et réformer l'assurance chômage pour qu'elle bénéficie à toutes et à tous.

Le gouvernement mène une politique de gestion de la crise afin de limiter l'impact de celle-ci sur un modèle libéral qui n'a fait qu'accentuer les inégalités sociales et économiques. Le plan Ségur et le Grenelle de l'éducation montre à quel point ce gouvernement est déconnecté des enjeux sociétaux de notre époque. Les annonces polémiques sur le projet de réforme des retraites illustrent la position du « coûte que coûte » du président Macron.

Forte de ce constat l'intersyndicale du Rhône appelle à des manifestations, rassemblements et toutes autres initiatives comme le 21 janvier dans la Santé, le 26 dans l'Education et le 28 dans l'énergie.

Ces différentes initiatives et manifestations dans les secteurs professionnels doivent aboutir à une grande mobilisation interprofessionnelle, en grève, **le jeudi 4 février 2021** avec une manifestation, au départ de la Manufacture des Tabacs à 11h et en direction de la place Bellecour.

Lyon le 26 janvier 2021